

13 février 2023

(23-1007)

Page: 1/2

Organe d'examen des politiques commerciales

Original: espagnol

MÉCANISME D'EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES**MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES COMMERCIALES SOUTENANT
LE COMMERCE DE DIVERS PRODUITS***Communication du Costa Rica*

La communication ci-après, datée du 10 février 2023, est distribuée à la demande de la délégation du Costa Rica, conformément au paragraphe D de l'Annexe 3 de l'Accord de Marrakech établissant le MEPC.

1. Le Costa Rica informe les Membres de l'Organisation mondiale du commerce des mesures de politique commerciale soutenant le commerce de divers produits importants qui ont été mises en œuvre par le gouvernement de la République au cours des 10 derniers mois. Ces mesures visent à réduire les coûts d'approvisionnement et à renforcer la concurrence sur le marché intérieur et servent de mécanismes pour accroître le bien-être des consommateurs costariciens.

Mesures visant à réduire les coûts d'approvisionnement en paddy et en riz blanchi

2. En vertu du Décret exécutif n° 43.642 MAG-MEIC-COMEX du 3 août 2022, le Costa Rica a modifié le taux de droit de la nation la plus favorisée appliqué au riz paddy et au riz blanchi, le faisant passer de 35% pour les deux produits à 3,5% et 4%, respectivement. Cette mesure vise à réduire le coût d'approvisionnement du produit le plus important de la structure alimentaire du Costa Rica, dont une moyenne de près de 47 kg par habitant a été consommée au cours de la période 2020-2021, dont 57% ont été importés (source: CONARROZ).

3. Le Décret exécutif n° 43.642 MAG-MEIC-COMEX s'inscrit dans le cadre du processus de libéralisation du marché national du riz et complète le Décret exécutif n° 43.643 MEIC, qui élimine l'intervention de l'État dans la définition des prix du riz.

Mesures visant à faciliter le commerce des produits médicaux et des équipements de protection individuelle

4. Le 24 janvier 2023, le Décret exécutif n° 43846-MEIC-MAG-COMEX a supprimé l'obligation d'obtenir une licence d'exportation pour des produits spécifiques, qui avait été établie au début de la pandémie en raison de l'existence d'un risque de pénurie qui aurait empêché de répondre à l'urgence sanitaire causée par la maladie de la COVID-19.

5. Cette mesure a été prise en reconnaissance de la stabilisation du marché international de ce type de produit et de l'importance de la promotion de l'intégration dans les chaînes de valeur du secteur médical et des investissements directs étrangers, qui encouragent le transfert de technologie et la diversification de la production.

Mesures visant à aligner les taxes intérieures sur la bière importée

6. Le 15 décembre 2022, l'Assemblée législative du Costa Rica a approuvé en deuxième lecture le dossier n° 23.275 "Loi relative à la suppression d'une taxe sur la vente de bière importée". Le Costa

Rica supprime ainsi une taxe sur les bières étrangères prévue par la Loi n° 10 de 1936 sur la vente de liqueurs.

7. Cette mesure vise à assurer la parité de la charge fiscale sur les bières et renforce la concurrence au profit du consommateur national.

Mise en conformité avec la Décision de l'Organe de règlement des différends sur les importations d'avocats

8. Le Costa Rica est conscient de l'importance de garantir la sécurité juridique et la certitude dans les relations commerciales par la protection et le renforcement d'un système multilatéral fondé sur des règles, et a toujours défendu ces principes. À cet égard, le gouvernement du Costa Rica s'est immédiatement conformé aux recommandations formulées dans le rapport du Groupe spécial. Il a publié pour cela la Décision DSFE-004-2022 du Service phytosanitaire de l'État, notifiée sous la cote G/SPS/N/CRI/247.

9. Cette décision élimine les mesures liées au viroïde des taches solaires de l'avocat (ASBVd) qui ont fait l'objet d'un différend dans le cadre de l'Organe de règlement des différends (ORD), facilitant ainsi le retour à la normale des opérations commerciales qui avaient été affectées par ces mesures.

10. En prenant les mesures susmentionnées, le Costa Rica confirme son attachement au respect des règles du système commercial multilatéral et à l'esprit constructif visant à réformer et à rendre plus transparent ce système, qui constitue un outil fort pour l'amélioration du bien-être de ses habitants.

Modification de la Loi générale sur les douanes

11. Le 29 juin 2022, la Loi n° 10271 "Modification de la Loi générale sur les douanes" a été publiée au Journal officiel et est entrée en vigueur. Cette modification a constitué une étape importante dans la modernisation des douanes, la Loi n'ayant pas été mise à jour depuis 1995.

12. La Loi a été mise à jour dans le but de renforcer la lutte contre les infractions fiscales et d'adapter la réglementation douanière aux engagements pris par le pays dans le cadre de l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE), ainsi que d'autres instruments régionaux et internationaux. La mise à jour est axée, entre autres, sur les questions liées à l'opérateur économique agréé, aux décisions anticipées et aux envois accélérés.
